

El análisis de los cambios económicos y sociales en la comunidad se basa en el significado de estos factores para una redefinición de la organización colectiva y del cuadro de vida de las familias campesinas. El estudio de las estrategias que éstas implementan para mejorar sus condiciones de existencia muestra a la vez que la reproducción familiar no depende solamente de la organización comunal y que la comunidad sigue siendo una referencia social y económica para sus miembros. Es la dialéctica de los intereses individuales y colectivos que impone una dinámica de desarrollo a la comunidad.

Palabras claves: Perú, Andes centrales, comunidad campesina, cambio social, educación, economía familiar, estrategias familiares, desarrollo rural.

Abstract

THE COMMUNITY IN THE REPRODUCTION SPACING OF THE PERUVIAN RURAL FAMILIES

The purpose of this document is the study of social changes arisen in community rural life. Such investigation was performed in two communities of the Peruvian central Andes, in a valley next to the capital.

The analysis of rural family behavior covers a thirty-year period, where the communities experienced an enduring evolution because of the increasing importance of two phenomena: school education and the monetization of the nation's economy, leaded by a rural openness to the outside world.

The analysis of economic and social community changes is based on the significance of these factors on re-defining a collective organisation, and the life conditions of the rural families. The study of strategies implemented by them, to improve their live condition, reveals at the same time that the family reproduction depends not only from a community organisation, but also corroborates that the community remains a social and economic reference to each of its members. The dialectic of individual and general interest assesses the the community with development dynamics.

Key words: Peru, central Andes, rural community, social change, education, family economy, family strategies, rural development.

INTRODUCTION

Ce texte se propose de mettre en regard l'organisation communale et la dynamique des familles paysannes dans un contexte de changement social. Sur la base de données de terrain recueillies dans des communautés de la province de Yauyos, dans le département de Lima (1), nous observerons une interpénétration croissante entre ville et campagne et nous analyserons des comportements caractérisés par la proximité de la capitale (2). Pour étudier les pratiques familiales, il faudra nous dégager de certains concepts tels que ceux de "paysan" (cf. Mendras, 1986), de "communauté paysanne", de "stratégies de survie" et observer la communauté comme une option parmi d'autres dans ce que nous appellerons les stratégies de reproduction familiale.

(1) La recherche sur le terrain s'est réalisée de 1986 à 1988. Durant la première année, j'ai bénéficié de l'appui financier de l'ORSTOM et de l'encadrement du projet "Politiques agraires et stratégies paysannes dans la haute vallée du Cañete".

(2) Il est utile de remarquer que nos observations sur la haute vallée du Cañete sont applicables aux régions andines se trouvant dans le rayonnement d'une grande ville.

Depuis la réforme agraire, la communauté andine est passée au centre des réflexions sur la problématique agraire. Gardienne des traditions, creuset du savoir-faire paysan, elle est aussi considérée par l'administration nationale ainsi que par nombre de chercheurs comme l'institution par excellence capable de garantir la "survie" de ses membres (González de Olarte, 1986; Iguñiz [ed.], 1986; Cómez, 1986). Ces considérations ne sont pas exemptes d'idéologie. Le fait de reconnaître dans l'organisation en communauté une "stratégie de survie des économies pauvres" entérine un état de pauvreté, dû non seulement aux ressources du terroir andin mais aussi à une expérience séculaire de marginalisation de la part de la société nationale. S'il est incontestable que l'organisation de familles en communauté permet de maximiser les bénéfices de leurs maigres ressources, ceci n'empêche nullement que chaque famille développe des stratégies diversifiées. D'ailleurs, ceux qui prônent les capacités de développement de la communauté (3) ne peuvent que constater le flux incessant des masses paysannes vers la ville. La prédominance des études d'économie paysanne a éloigné de considérations touchant au caractère englobant ou marginalisant d'un certain type de société, dans laquelle chacun vise, selon ses moyens, une reproduction sociale : au-delà de la satisfaction des besoins matériels, il est tout aussi nécessaire de satisfaire des besoins symboliques, de se situer socialement dans la société. C'est pourquoi nous emploierons de préférence le concept de stratégies de reproduction, car il fait appel à la complexité des relations entre les conditions matérielles de la reproduction familiale et les facteurs abstraits tels que désirs, représentations, attitudes ou valeurs. Ce concept nous engage donc dans une perspective dynamique. La communauté signifie une situation bloquée ; les familles tentent donc de s'en dégager en recherchant des solutions individuelles.

Une fois établies ces précisions préliminaires, comment expliquer la dynamique des paysanneries andines ? L'époque coloniale, la période républicaine, la réforme agraire enfin, ont suscité, chacune à sa manière, un processus de déstructuration-restructuration (Fonseca & Mayer, 1988). Chaque époque a eu son cortège de transformations dans le monde paysan ; les années 60 ont vu s'accélérer ce processus de changements : le développement du réseau routier et la multiplication des écoles et collèges en milieu rural, pour ne citer que ces deux phénomènes, ont eu une incidence majeure sur les changements sociaux que nous observons aujourd'hui dans une grande partie des Andes péruviennes.

Dès notre premier contact avec des *comuneros* nous ne pouvions qu'être frappée par la faible valorisation du métier de paysan. Parallèlement à ces représentations, l'espoir que les enfants aient un meilleur sort est aussi général que l'inquiétude devant le vieillissement de la population villageoise, annonciateur du dépérissement de la communauté. Malgré tout, chacun revendique par-dessus tout son appartenance à sa communauté.

Dans cette courte réflexion, nous tenterons de comprendre ce que signifient ces contradictions apparentes. Nous verrons comment la loi interprète le sens et le rôle de l'institution communale et comment les *comuneros* perçoivent, eux, leur

(3) En opposition aux marxistes-léninistes qui, eux, prédisent l'absorption de l'économie paysanne par le système capitaliste, donc, à terme, la disparition de la communauté. Voir à ce sujet les nombreux débats qui débutent avec la polémique entre L.A. Sanchez et J.C. Mariátegui dans les années 20, et se poursuivent, dans les années 70, autour de H. Maletta (1978) et C. Aramburu (1979).

espace socio-géographique. Nous observerons ensuite comment les rapports avec l'extérieur s'intensifient et contribuent à un changement profond dans les valeurs paysannes. Nous analyserons enfin les rapports entre les stratégies familiales de reproduction et la nécessité de reproduction de la structure communale, ainsi que leurs implications dans le processus de développement du milieu rural.

I. LE TERRITOIRE : LIEU DE CRISTALLISATION DE L'IDENTITÉ COMMUNALE

1. Territoire communal et activité agricole

Que signifie la notion de territoire ? Cette notion fait référence à un droit légal, tout autant qu'à des pratiques d'appropriation de l'espace collectif par ses occupants ; elle implique aussi des rapports avec l'espace extérieur, relayés par des liens familiaux ou de voisinage, par le marché des biens et du travail, par l'école, par les indispensables démarches administratives. Le territoire de la communauté est défini légalement comme le périmètre occupé par la communauté - en tant qu'institution régie par des règles précises - pour loger ses habitants et pour y pratiquer les activités agricoles et d'élevage, qui sont entendues comme les activités caractéristiques des *descomuneros* (Voir la *Ley General de Comunidades Campesinas* N°: 2456, 1987).

En dépit de ces restrictions, l'activité "paysanne" déborde les limites de l'agriculture. Les activités salariées sont loin d'être récentes dans le milieu paysan et, si l'on ne trouve pas une véritable spécialisation du travail, il existe depuis longtemps des paysans qui offrent des services payants dans leur communauté (tel est le cas des boulangers, ferronniers, maçons (4) ou qui réalisent des migrations temporaires vers les haciendas ou les centres miniers voisins. Sans compter la pratique immémoriale du troc, les activités commerciales, dans leur diversité, font également partie de l'emploi du temps des paysans et occupent une place importante dans l'ouverture de la communauté à son environnement social. Les premiers mariages recensés avec des individus extérieurs à la communauté indiquent que ces derniers étaient des commerçants ou des membres de familles alliées par des accords privilégiés de commerce ou de troc.

L'espace socio-géographique des paysans ne peut donc pas être réduit à la notion de territoire qui, elle, renvoie à une qualité juridique liée à l'appropriation d'un espace physique. Cet espace fait appel à des pratiques, des représentations, des valeurs ; enfin, à tout un imaginaire relatif à cet espace (Chombart de Lauwe, 1979). S'il est vrai que celui-ci recouvre celui de la communauté - et pour autant, il est essentiel d'en analyser les composantes pour comprendre les processus d'appropriation -, il apparaît également qu'il en dépasse les limites pour s'étendre à ce que nous appellerons un espace de reproduction. Certes, l'espace communal est perçu comme le lieu de référence, l'espace vécu dans sa subjectivité comme objet d'identification. Parallèlement, la participation dans un espace social plus vaste permet au milieu paysan de s'ouvrir sur le reste de la société nationale perçue, elle, comme "moderne".

(4) Autant d'activités habituellement associées à la définition de paysan.

Ces prémisses sont nécessaires pour planter le décor dans lequel évoluent les acteurs sociaux. Du point de vue de l'étude des représentations et des stratégies paysannes, il est primordial d'établir les limites de l'identité collective et celles de l'identification avec la société nationale (5).

2. L'appropriation foncière du territoire communal

L'étude des formes d'appropriation du territoire communal est un instrument privilégié pour accéder à la connaissance de la formation d'une identité collective. Toutes les communautés n'ont pas suivi le même processus de formation et d'évolution. Les exemples de Casinta et de Tomás dans la vallée du Cañete, en dépit de leur proximité physique, illustreront cette diversité de situations.

Sans nous engager dans un historique de la communauté andine, rappelons seulement qu'à l'époque coloniale, le pouvoir législatif a entériné le droit de propriété des communautés sur leur territoire, dont la défense sera l'action la plus déterminante pour l'établissement de relations avec l'environnement social. En effet, la propriété collective de ce territoire était la seule garantie de reproduction de ses occupants. Les transformations spatiales provoquées par le regroupement de l'habitat sous la Colonie ont impliqué à leur tour des changements profonds dans la composition des populations villageoises, dans l'organisation de la production et de l'administration locale. Elles ont aussi été propices à la colonisation de terres basses jusque-là laissées en friche, ce qui serait le cas de Casinta (6).

En effet, Casinta a été créé à la fin du dix-huitième siècle grâce à la réhabilitation d'un ancien canal d'irrigation. Cette initiative individuelle a permis une appropriation privée des terres basses de la communauté de Pampas, contrairement au système foncier en vigueur dans la communauté-mère, où les terres étaient - et sont toujours - attribuées aux familles par la communauté. Ce régime de possession privée sera ensuite légitimé par la Constitution de 1920. Au milieu du vingtième siècle, la situation foncière de Pampas commence à devenir critique. La croissance démographique a obligé à mettre de nouvelles terres en usage et le contrôle de la distribution de l'eau d'irrigation devient plus strict. Le groupe formé par les habitants de Casinta est soumis à un choix entre ses droits sur les terrains communaux de Pampas et ceux qu'il occupe dans les terres basses. Il va alors opter pour une séparation de la communauté-mère, en revendiquant des territoires appartenant à cette dernière. Le plus important dans cet affrontement est que Casinta choisit ce moment pour solliciter sa reconnaissance officielle comme communauté paysanne. Mais en sous-entendant que Casinta n'est pas une communauté à part entière (elle n'a pas un territoire strictement délimité), les pampinos vont justifier, d'une part, sa carence d'autonomie déjà admise pour l'irrigation et, d'autre part, l'accès de certains pampinos à la propriété privée sur le territoire de Casinta.

(5) L'importance de l'acteur social est mise en exergue par Touraine (1989).

(6) Le même phénomène est observé par I. Lausent (1983) dans les terres de fond de vallée du Chancay.

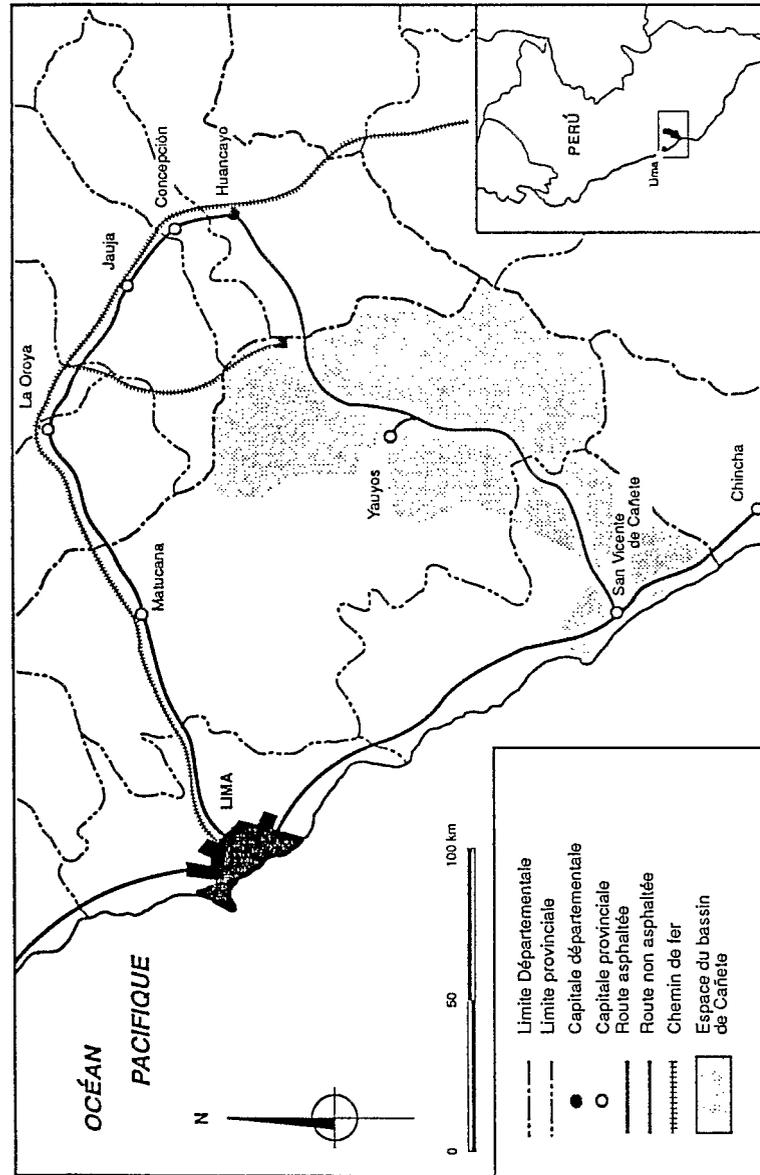


Fig. 1 - Bassin du Cañete. Carte de situation (source : Velásquez, 1985 : 7).

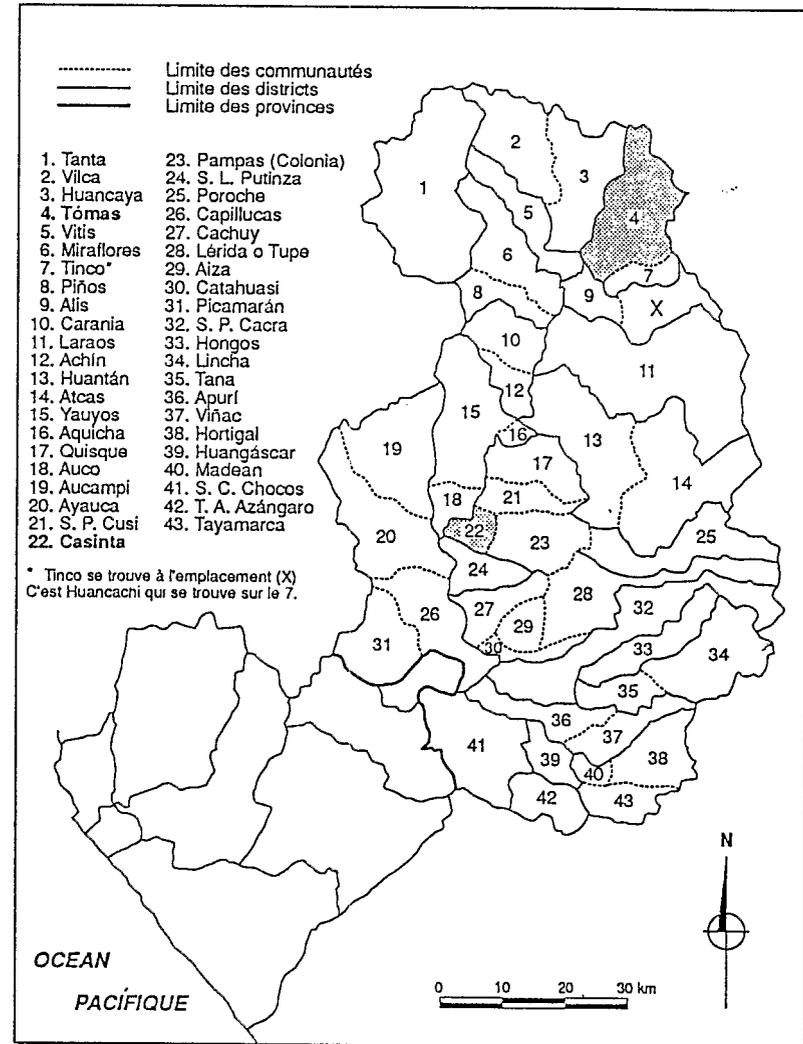


Fig. 2 - Carte de délimitation des communautés paysannes. Bassin du Cañete. (source: Velásquez, 1985 : 15)

L'histoire de Tomás est rendue plus complexe encore que celle de Casinta par la multitude de problèmes fonciers qu'elle a dû affronter. Communauté d'altitude où, à l'inverse de Casinta, ce sont les pâturages naturels des hauteurs qui sont le plus utilisés et convoités, et possédant de plus un sous-sol riche en minerais, elle a dû combattre sur trois fronts, quelquefois simultanément. Avec les *reducciones de Toledo*, "Tomás Ayllu" est rattaché à la communauté de Vitis et sa population déplacée là. Le village d'origine de Tomás étant transformé en centre minier, les tomasinos devront protéger leurs pâturages, loués pour la plupart à des haciendas, contre l'accaparement des mineurs originaires de contrées voisines. À l'issue des conflits successifs que cette situation a provoqués, c'est aux prétentions de communautés voisines puis, à partir de la fin du dix-neuvième siècle, des haciendas d'élevage que Tomás va devoir faire face. Enfin, ces dernières feront place, au début du siècle, à la puissante compagnie minière "Cerro de Pasco Cooper Corporation", qui devient en quelques années la plus grande entreprise minière et d'élevage de la région. Après avoir reçu la reconnaissance de son statut de communauté en 1927, Tomás deviendra capitale du district du même nom en 1933. Cette consolidation institutionnelle, réalisée parallèlement à un long procès opposant la communauté à un propriétaire terrien, avait pour principal objectif de fournir des arguments de poids en défense du territoire communal.

L'étude des conflits vécus par les communautés est un excellent moyen pour connaître les points faibles de ces institutions, mais aussi et surtout pour mesurer la capacité de chacune de faire face aux atteintes contre son intégrité. Ces conflits pour la terre mettent en exergue des éléments importants pour la compréhension de la communauté et de son évolution (Boudon, 1979). On remarque tout d'abord que la possession d'un territoire fonde l'identité du groupe qui l'occupe et que la défense de ce territoire, c'est-à-dire de l'accès de chacun à une portion lui assurant sa subsistance, justifie la solidarité de tous les membres de la communauté. Par ailleurs, la confrontation du groupe avec des acteurs extérieurs implique l'intervention d'une médiation institutionnelle, porteuse de la règle établie par la collectivité. Dès lors que la communauté se trouve confrontée à des éléments extérieurs, elle fait intervenir cette instance institutionnelle de médiation, garante de la personnalité morale du groupe. Dans ce cas, les sujets choisis pour représenter les intérêts de la communauté sont les plus instruits.

3. L'organisation de l'espace productif

La superficie du territoire de Casinta est de 595 hectares, dont 142,6 bénéficient du système d'irrigation. Il faut préciser que dans une zone climatique où la sécheresse est un facteur restrictif, la capacité d'irrigation est un élément déterminant pour l'utilisation des terres. Mais cette superficie se trouve encore réduite pour les casintanos : 35,5 hectares se trouvent en possession de 45 pampinos. En 1954, le recensement de la population de Casinta, fourni pour obtenir sa reconnaissance comme communauté, faisait état de 100 familles. Soit ce chiffre a été enflé pour répondre aux exigences de la loi, soit il signifierait qu'ici aussi, la croissance démographique, générale depuis les années 30, se ferait sentir. Mais en

1986, le registre d'électeurs de Casinta ne comptabilise plus que 65 individus majeurs. Si l'on soustrait les résidents permanents hors de la communauté (au nombre de 8), nous obtenons, après regroupement, 27 chefs de famille.

Le régime de propriété privée (très inégalitaire) et la saturation du marché des terres, auxquels il faut ajouter la scolarisation prolongée des fils de familles plus aisées, ont provoqué, durant les dernières décennies, un taux d'émigration élevé (7). S'il apparaît clairement que, dans les deux cas étudiés, la communauté est propriétaire légitime du territoire, nous avons vu que les pratiques des casintanos remettent en question cette qualité inhérente au système communal. Cette situation se traduit par un accès très inégal à la propriété, variant de 0,25 à 8 hectares, avec 11 *comuneros* sans terre. Ceci a favorisé le développement du salariat combiné au métayage, qui est une forme d'accès indirect à la terre. Nos observations de terrain nous ont permis d'estimer que la catégorie qualifiée de "pauvre" inclut les sans terre et les petits propriétaires jusqu'à un hectare, soit 17 *comuneros*. Dès que la propriété augmente, on ne peut plus parler qu'en termes de propriété familiale. C'est ainsi que les plus "aisées" se distinguent par la propriété de vaches et des exploitations au-dessus de 3 hectares (neuf familles). Entre ces deux extrêmes, neuf familles possèdent entre un et 3 hectares.

Grossièrement, la production se répartit en trois catégories : la production de maïs dans la *moya*, zone intermédiaire entre Casinta et Pampas, et, dans les parcelles irriguées autour du village, la production vivrière (pommes de terre, blé, maïs pour l'essentiel), principalement pour l'autoconsommation, qui recule devant la progression des champs de luzerne pour l'élevage bovin laitier et, plus récemment, des vergers de pommiers, ces derniers produits étant destinés au marché de Lima.

Avec 30 078 hectares, Tomás est l'une des communautés de Yauyos possédant la plus grande étendue de terres, pour une population stable d'une centaine de familles. Mais cette superficie doit être relativisée : d'abord, parce qu'elle se trouve dans une zone climatique peu favorisée, la communauté ne possède que 80 hectares de terrains agricoles sous pluie et compte 2 000 hectares non utilisables (friches, lacs et pentes rocheuses ou enneigées) dans la *puna*. Le reste est constitué par des pâturages naturels de qualité inégale où 14 290 camélidés andins (10 262 alpagas et 4 028 lamas), 11 828 ovins, 818 bovins, 201 chevaux et 95 ânes (8) se côtoient, chaque troupeau familial se trouvant séparé de son voisin par une frontière naturelle connue de tous. L'usage excessif de ces pâturages indique que la pression sur la terre se fait ici aussi durement sentir. Il faut cependant souligner qu'aucune limite n'est imposée à la taille des troupeaux. Les plus grands propriétaires (une quinzaine possédant entre 300 et 600 têtes, toutes espèces mêlées) disposent des plus grandes *canchadas* (9). Le reste de la propriété animale est réparti entre trente-cinq *comuneros* possédant entre 150 et 300 têtes, le plus grand nombre

(7) En 1972, dans la province de Yauyos, le flux migratoire était négatif par rapport à 1961 (-21.058), alors que Lima métropolitaine gagnait 1.233.726 habitants (cf. Maletta & Bardales, s/d, Vol. I : 247).

(8) Selon le registre d'animaux de Tomás : 1985

(9) Superficie de pâturages naturels dans la *puna* (à Tomás, au-dessus de 3800 mètres d'altitude) attribuée à un *comunero* pour y élever son cheptel et y construire maison et corrales.

possédant moins de 150 têtes ou n'ayant aucune propriété animale. Précisons que cette dernière catégorie regroupe principalement les vieillards, les femmes et les ouvriers des mines. En dépit des limitations spatiales au pâturage, depuis les années 60, la communauté a créé trois fermes communales d'ovins, d'alpagas et, récemment, de bovins, toutes trois sur des sols particulièrement appropriés à ces espèces et qui avaient, par le passé, fait l'objet de litiges frontaliers.

Les parcelles agricoles et les *canchadas de puna* sont attribuées par l'institution communale à chaque *comunero*, selon un modèle qui a subi des transformations avec le temps : désormais, chacun en est possesseur à vie. En principe, chaque *comunero* a un droit d'usufruit sur plusieurs petites parcelles en terrasses aménagées situées dans chacun des sept secteurs agricoles où se pratique la rotation des cultures sur trois ans, suivie de quatre années de repos. Cette petite production agricole fournit quelques tubercules, graminées et légumes secs à peine suffisants pour la consommation familiale. En outre, la propriété collective des terres n'encourage pas des aménagements sur les parcelles familiales. Aussi, il n'est pas surprenant que certaines familles choisissent de ne pas faire valoir leur droit d'usufruit. La pression démographique ne se fera donc pas sentir aussi lourdement sur ce secteur de production que sur celui de l'élevage. Remarquons que par le passé, parents et enfants regroupaient leurs troupeaux sur la même *canchada*, tandis qu'à présent, chaque *comunero* chef de famille gère son propre cheptel. Ceci ne manque pas d'occasionner une plus grande pression sur la terre ainsi que des problèmes pour l'organisation de la garde des animaux (d'où l'emploi de plus en plus fréquent de bergers).

Pour résumer ce point, qui s'avère d'une grande complexité, nous pouvons constater deux points de comparaison entre Casinta et Tomás : tout d'abord, le régime de propriété des terrains agricoles et d'élevage est le résultat d'un processus d'appropriation des terres par la communauté dont seule l'histoire peut rendre compte (la genèse de la communauté, les législations successives concernant cette institution et la destination - consommation versus marché - des productions). En deuxième lieu, nous observons une différenciation paysanne sur la base de l'accès aux ressources productives. Si la superficie des parcelles est plus aisément quantifiable à Casinta qu'à Tomás (où tous les *comuneros*, a priori, ont un droit d'usufruit égal), il n'en demeure pas moins clair que dans les deux communautés, certaines familles s'attribuent, dans une légitimité séculaire, des droits prioritaires sur d'autres familles pour la jouissance de terrains plus vastes, plus productifs ou plus proches de points stratégiques, tels que le village, la route ou un point d'eau.

Les différentes formes de possession que nous venons de décrire à Casinta et à Tomás vont se répercuter sur des formes distinctes de tenure de la terre et d'organisation de la production. Nous allons assister à une action réciproque et conflictuelle entre l'organisation familiale et le système foncier, chacun conditionnant l'autre. En effet, le système foncier est "l'expression contradictoire des pratiques sociales s'inscrivant dans l'espace en vue de l'affecter à des usages et de se l'approprier, et ainsi de dominer l'espace de certains acteurs sociaux." (Crousse *et al.*, 1986 : 22). Cette définition laisse entendre que les enjeux sociaux dans

la communauté sont inséparables de la notion de territoire. Une fois défini cet enjeu, il est plus aisé de comprendre que les familles paysannes nouent des relations avec l'espace extérieur à la communauté, autant pour renforcer leur position sociale et économique au sein de cette dernière que pour s'ouvrir des perspectives dans le "monde moderne". À cette fin, les liens avec la ville et l'instruction scolaire acquièrent une valeur instrumentale.

II. LES RAPPORTS AVEC L'EXTÉRIEUR

1. Les facteurs d'ouverture à l'espace extérieur

Identifier les conditions de vie actuelles des *comuneros* nous permettra de comprendre comment les familles paysannes s'insèrent dans un espace social et économique élargi et dans quel sens évoluent les objectifs des familles selon leur position dans la société communale.

On observe avant tout une modification du rapport entre les hommes et la terre. La cause peut en être attribuée à la conjonction de plusieurs facteurs : des besoins monétaires accrus et une force de travail familiale réduite. Les aspects monétaires de l'économie communale apportent des éléments d'explication à ces changements. Dans les dernières décennies, les relations marchandes se sont fortement développées, aidées en cela par l'expansion du réseau routier (10) : apparaissent des productions spécialement destinées au marché, réduisant progressivement l'espace destiné aux cultures d'autoconsommation, alors que, dans le même temps, les rapports de production se monétarisent. La famille, quant à elle, tend à devenir nucléaire. Il est pourtant difficile d'imputer la cause de ce processus à la seule pénétration du capitalisme dans les campagnes. En effet, l'importance croissante accordée à l'éducation dans le milieu rural explique en grande partie ces changements économiques.

Dans les années 60, le développement du système scolaire dans le milieu rural va provoquer des changements profonds, aussi bien dans l'organisation des familles que dans celle des communautés (11). Face à la "question éducative", les communautés de Casinta et de Tomás se trouvent différemment armées. Casinta se caractérise par un habitat regroupé dans un village, lequel ne dispose que d'une école primaire. L'instruction primaire ne pose donc pas de problèmes insurmontables à l'organisation familiale du travail. En revanche, la poursuite des études entraîne nécessairement l'émigration des jeunes. Dans ces conditions, l'entretien de relations avec des parents émigrés devient stratégique, surtout pour les familles ne pouvant elles-mêmes assurer l'installation de leurs enfants en ville. Quant à celles qui en ont les moyens financiers, elles n'hésitent pas à investir dans l'installation de leurs enfants en ville, même si la consolidation de cette seconde résidence ne se réalise que progressivement. Les *tomasinos* se trouvent dans la situation inverse : les cours du niveau secondaire sont dispensés dans le village, mais la majorité de la population

(10) À laquelle, précisons-le, le dynamisme des *comuneros* a fortement contribué.

(11) Un ouvrage collectif édité par G. Alberti et J. Cotler développe cette problématique (Alberti & Cotler, 1977).

développe ses activités dans la *puna* voire hors de la communauté (Tomás compte beaucoup de travailleurs dans les mines voisines) et ne trouve aucun avantage à résider en permanence dans le village. Pour faire face à ces circonstances, les paysans doivent réorganiser leur emploi du temps à tel point que certains optent pour scolariser, voire installer leurs enfants à Huancayo (12), où existe un réseau économique auquel ils participent déjà, plutôt que de réorienter leurs activités vers le village.

Indépendamment de chaque situation économique, la scolarisation des enfants va déterminer les objectifs poursuivis par leur famille. Dès leur entrée à l'école et au fil de leur progression dans les études, les enfants conditionnent un certain nombre de comportements économiques : l'aspect le plus visible consiste dans leur retrait (de plus en plus absolu) de l'unité de production et la durée variable de leur absence dans les activités productives, allant dans certains cas jusqu'à leur abandon définitif de l'exploitation familiale. Dans un milieu où la famille nucléaire est prédominante, cette situation entraîne dans tous les cas une forte diminution de la main-d'oeuvre familiale. Un autre facteur d'importance est que la scolarisation des enfants signifie des dépenses monétaires supplémentaires pour l'économie familiale.

Pour faire face à ces nouveaux besoins, l'unité domestique va devoir s'engager dans un certain nombre d'activités économiques, tout en tâchant de maximiser l'usage de la force de travail familiale, afin d'éviter les dépenses monétaires dans ce domaine. Dans bien des cas, l'agriculture et l'élevage n'acquiescent un réel intérêt que s'ils peuvent constituer un complément monétaire aux revenus familiaux. En valorisant les activités d'un point de vue monétaire, la priorité donnée à certaines productions et l'organisation du travail familial se trouvent modifiées : la diversification de la production et la pluriactivité vont alors constituer le moteur de l'économie familiale (13). L'organisation du travail, les choix de production, la diversification des activités dans et hors de la communauté sont autant de variables conditionnées par le nombre de membres actifs dont dispose chaque famille, ses ressources productives et ses besoins monétaires qui, eux, varient selon l'étape du cycle vital de la famille.

C'est ainsi que l'on peut expliquer les contrastes observés dans les champs : l'intensification de l'agriculture dans certaines parcelles, accompagnée de paquets technologiques modernes, la diminution des rendements dans d'autres secteurs (due en partie à l'abandon du système de rotation des cultures avec jachère) et même l'abandon de certaines zones, généralement les plus éloignées du village. Dans les secteurs d'élevage, la dégénérescence des techniques (comme l'incapacité de contrôler l'invasion de mauvaises herbes) a des effets encore plus visibles. Dans de nombreux cas, l'élevage est devenu une activité extractive de moins en moins contrôlée par les éleveurs, qui emploient des bergers pour les remplacer tandis qu'ils

(12) Notons que le retrait des enfants du collège est un motif de conflit entre la communauté et ses membres, la communauté pouvant pousser la sanction jusqu'à leur retirer bénéfice des terrains communaux.

(13) Nous ne nions pas l'importance des cultures vivrières d'autoconsommation, mais nous observons que celles-ci ne sont maintenues que dans la mesure où elles ne rentrent pas en compétition avec une activité plus rentable. En témoignent l'abandon de terres pluviales éloignées du village et la substitution de productions d'autoconsommation par des productions marchandes sur les terrains irrigués.

se consacrent eux-mêmes à d'autres activités lucratives. Visiblement, il ne suffit plus d'être "un bon éleveur" ; les activités commerciales, plus proches de l'univers urbain sont davantage valorisées. Dans la mesure où les ressources sont inégalement réparties (en quantité et en qualité) entre les familles *comuneras*, les plus pauvres ainsi que les nouvelles générations de *comuneros* doivent se contenter de terres dont la productivité a baissé, et rencontreront dans l'émigration une solution de plus en plus attrayante. À son tour, cette alternative va provoquer une diminution de la main-d'oeuvre disponible dans la communauté et renforcer ainsi les tendances déjà opérantes.

À côté des comportements économiques des unités de production en réponse aux besoins éducatifs des enfants, les familles vont développer, à l'égard de leur communauté, des comportements différents selon leur position sociale et économique. Nous avons vu que la communauté ne fournit pas les mêmes avantages à Casinta qu'à Tomás. Nous pouvons malgré tout observer que l'organisation communale est aussi nécessaire aux familles pauvres qu'aux familles aisées. Ces dernières, en diversifiant leurs activités par-delà même les frontières de la communauté, semblent se trouver dans un rapport moins dépendant à l'égard des ressources collectives, y compris de la force de travail, puisqu'elles peuvent se la procurer, y compris hors de la communauté, moyennant des salaires plus élevés. Pourtant, l'organisation économique des riches comme des pauvres se trouve déterminée, à un moment ou à un autre, par l'accès à ces ressources (14) et par leur potentiel d'utilisation.

2. Changements dans les valeurs paysannes

Après un rapide survol des possibilités matérielles de production et de reproduction dans la communauté, il est nécessaire d'évoquer à présent les aspirations des *comuneros* en ce qui concerne leur vie et celle de leurs enfants. Nous tenterons ici de montrer que les objectifs des familles paysannes ne se réduisent pas à assurer leur subsistance, c'est-à-dire, dans la terminologie marxiste, leur reproduction simple, mais que chacune effectue des choix conditionnés par sa situation matérielle et ses convictions idéologiques (Bey, 1990b).

Nous voyons tout d'abord que les membres de la communauté ne se trouvent pas tous sur le même pied d'égalité : l'étape du cycle vital dans laquelle se trouve chaque famille, la taille de celle-ci, le niveau d'éducation du chef de famille, la quantité et la qualité des ressources dont dispose chaque unité de production, les activités complémentaires auxquelles se livrent certains membres de la famille sur place et la proportion de membres émigrés, temporairement ou définitivement, sont autant de facteurs de différenciation sociale. Ces différences se trouvent à l'origine de conflits d'intérêt, dont l'enjeu est le contrôle du pouvoir communal. Parallèlement, l'activité agro-pastorale a perdu, dans de nombreux cas, sa place centrale dans la subsistance des familles. Ainsi, le contrôle de l'espace foncier n'est plus un élément aussi décisif parmi les attributs de la communauté : les formes d'accès à la terre se diversifient, tandis que l'usage des terrains agricoles et des pâturages se privatise, limitant ainsi cette fonction de l'institution communale.

(14) Précisons qu'il ne s'agit pas uniquement des ressources productives, mais aussi des services offerts par la communauté dans différents domaines : économique, éducatif, sanitaire, etc.

Dans ce contexte d'individualisation des processus de production et de reproduction des familles paysannes, il est pourtant incontestable que l'organisation communale répond encore à certaines nécessités. Quelles sont donc les nouvelles fonctions de la communauté ? Protéger la propriété foncière contre l'intrusion abusive de non *comuneros*, ce qui garantit aux paysans sans terre un accès au moins indirect à ce facteur essentiel de production ; organiser les travaux collectifs, principalement pour l'entretien des infrastructures (d'irrigation à Casinta, pour celles liées à l'élevage à Tomás), indispensables à l'ensemble de la production (15) ; offrir quelque perspective d'amélioration des conditions de production et de vie dans le village (cf. de la Cadena, in: Mayer & de la Cadena, 1989), grâce à l'image égalitaire que riches et pauvres entretiennent de la communauté, les premiers pour s'assurer les services des seconds, et ces derniers, pour accéder à leur tour à la propriété foncière. Mais il n'est pas moins vrai que la structure communale présente des limitations insurmontables : son bon fonctionnement est subordonné à la volonté de tous de participer à l'action collective, objectif difficile à atteindre lorsque chaque catégorie de *comuneros* recherche des avantages particuliers, qui ne coïncident plus avec les intérêts collectifs.

À Casinta comme à Tomás, les *comuneros* aisés tendent à se transformer en rentiers, mais n'abandonnent pas pour autant leur statut de *comunero*. Au contraire, ils tentent, à travers leurs relations dans le milieu urbain, de renforcer leur pouvoir au sein de la communauté et d'entériner ainsi un état de fait qui déjoue quelque peu le règlement intérieur de la communauté. De leur côté, les *comuneros* pauvres, conscients qu'ils sont devenus un pilier fondamental de l'économie communale et bénéficiant d'une présence permanente dans la communauté, manipulent aussi les décisions collectives en s'appuyant d'ailleurs sur leurs liens de parenté ou de compérage avec les familles aisées. Dans tous les cas, on observe que l'appartenance à la communauté est une revendication permanente, même dans des cas extrêmes comme ceux des émigrés en ville ou dans les mines (16). Parallèlement, le "métier de paysan" est de plus en plus dévalorisé. De leur côté, les jeunes générations adoptent des attitudes et des comportements qui remettent en question les coutumes paysannes : la valorisation par le travail, le respect des parents et donc de la sagesse des vieillards, l'attachement pour le terroir sont autant de valeurs tombant en désuétude. Il est vrai que les contenus des manuels scolaires contribuent fortement à dévaloriser le milieu rural et qualifient encore les paysans dans des termes évocateurs de la période coloniale.

Désormais, la sagesse est davantage associée à l'instruction scolaire qu'à l'expérience paysanne (17). En effet, c'est bien aux jeunes diplômés que l'on fait appel pour dynamiser la communauté avec des "projets de développement" qu'eux

(15) N'oublions pas que les métayers aussi se trouvent inscrits sur le registre des usagers de l'irrigation.

(16) À Tomás, ils sont une soixantaine dans ce dernier cas et ont obtenu, dans les années 60, l'introduction, dans le registre communal, du statut de *comuneros anualistas* (c'est-à-dire qui paient une cotisation annuelle en compensation de leur manquement aux obligations des *comuneros*).

(17) Voir les remarques de Montoya (1980), de Anson (1989) et l'analyse détaillée des contenus éducatifs et de leurs conséquences sur les mentalités dans Bey (Chap. III, 1990a).

seuls sont aptes à mettre sur pied, grâce à leurs contacts dans les milieux administratifs urbains. Ces intermédiaires vont jouer un rôle crucial dans les nouvelles relations entre la communauté et l'espace national, voire international à travers les agences de coopération internationales. Les relations avec l'espace extra-communal exercent, quant à elles, une influence croissante sur les modes de vie dans les communautés, occupant ainsi une fonction idéologique, sociale, économique et politique de première importance.

Le système éducatif aidant, la mobilité sociale du "monde moderne" s'oppose à la rigidité des structures sociales dans le monde rural. C'est du moins ce que croient et escomptent les paysans. Dans la pratique, l'instruction ne fournit qu'un moyen individualisé de promotion sociale, aléatoire d'ailleurs, si l'on considère le faible développement économique des villes et donc, les difficultés d'absorption de la main-d'oeuvre immigrée. Malgré tout, l'essor pris par l'instruction scolaire dans les campagnes entraîne une émigration précoce des enfants qui, ayant eu trop peu de temps pour se socialiser dans leur milieu d'origine, se sentent peu enclins à succéder à leurs parents dans les activités agricoles. À cette tendance généralisée, les parents ne répondent par aucune stratégie de succession qui, seule, pourrait garantir la prospérité de l'agriculture familiale. Le fait de négliger le choix (et la formation) d'un successeur compétent parmi les fils dénote un affaiblissement de l'exploitation familiale. Par conséquent, l'organisation de la production à l'échelle communale se trouve elle aussi menacée de bouleversements ou, du moins, contrainte à une reconversion.

Parallèlement, le processus de socialisation par le système d'éducation formelle entre en contradiction avec la socialisation qui s'opère dans le milieu d'origine (18). Les oppositions se multiplient et réduisent les possibilités de complémentarité entre les sphères urbaine et rurale, reculant encore l'échéance d'une intégration nationale. Au paysan fier de son travail, s'oppose le migrant débrouillard ; à l'"indien" (paysan), le *cholo* (métis) ; et c'est ainsi que le *comunero* finit par déclarer : "mes enfants doivent être plus que moi".

III. LA REPRODUCTION FAMILIALE

1. Les stratégies familiales : des choix de dispersion

Les conditions de la reproduction familiale ont changé en conséquence des transformations dans les données objectives et subjectives de l'espace communal. En premier lieu, l'âge et le nombre des membres adultes, le nombre de membres à leur charge, en particulier d'enfants scolarisés, et les ressources économiques de l'unité domestique sont autant de facteurs déterminants des stratégies développées par chaque famille.

De son côté, chaque communauté présente des facteurs conditionnants dont il faut tenir compte : les comportements des paysans à l'égard de la terre sont nécessairement différents dans un système de propriété privée et dans un système de propriété communale. De même, les choix productifs sont tributaires de la taille

(18) C'est aussi ce qu'affirme Matos Mar (in: Alberti & Cotler, 1977).

des parcelles et de leur disposition dans l'espace, de la qualité des sols, de l'altitude et des variations climatiques, de l'existence ou non d'un réseau d'irrigation, ainsi que de la disponibilité de main-d'oeuvre locale. Nous voyons que l'accentuation des différences entre *comuneros* se répercute sur l'ensemble de l'organisation sociale et économique de la communauté et favorise le développement de contradictions telles qu'un taux élevé d'émigration, alors que la pénurie de main-d'oeuvre locale met en péril le déroulement normal des activités agricoles (à Casinta plus encore qu'à Tomás), ainsi qu'un affrontement plus radical entre *comuneros* dont l'enjeu principal est l'accès aux bénéfices des ressources collectives. En outre, "la terre ne produit plus comme avant", constatent les paysans. Si nous ajoutons à ces circonstances le recours de plus en plus généralisé à la force de travail salariée, il est compréhensible que l'intérêt pour l'agriculture soit rendu relatif dans un système monétarisé. En effet, si l'on ne produit plus seulement pour la subsistance mais de plus en plus pour la vente, il faut alors tenir compte des coûts, des prix des produits et des conditions de commercialisation pour comprendre la préférence de certaines familles à réduire leur production et à retourner, dans ce domaine, à une économie non monétaire, ou même à abandonner l'agriculture et/ou l'élevage. Il s'agit alors de diversifier ses activités de manière à obtenir les liquidités nécessaires à la "vie moderne". À cette fin, les migrations, temporaires ou définitives, prendront un caractère d'ouverture à l'espace national.

Finalement, selon que la communauté est située ou non sur la route et à une distance plus ou moins grande des marchés urbains, les conditions de la commercialisation seront plus ou moins favorables aux petits producteurs. Il faut néanmoins relever les limitations du marché des produits et du travail dans la zone. Les possibilités de développement des forces productives se trouvent conditionnées non seulement par les limitations d'une agriculture de montagne et par la pénurie de main-d'oeuvre locale, mais aussi par la rapide saturation des marchés locaux et une politique des prix et des crédits défavorable aux petits producteurs. Par ailleurs, le marché du travail, à l'exception du secteur minier dans les Andes centrales, est peu développé et, en général, très fluctuant. En revanche, rappelons que le réseau de communications et de transports, développé dès la première moitié du siècle, a favorisé la mobilité spatiale et la proximité de Lima et de Huancayo, suscitant une proportion croissante de migrations vers ces centres urbains. Pour sa part, le système éducatif a pris une ampleur considérable dans le monde rural, surtout depuis les années 60, entraînant une forte proportion de migrants dans la tranche d'âge des 15-30 ans.

Les objectifs des familles paysannes se modifient nécessairement sous l'influence des données exprimées ci-dessus. À cette relation de cause à effet, s'ajoute une dimension subjective : l'interprétation par les acteurs sociaux de leur situation et du rôle qu'ils ont à jouer dans la communauté et dans la société. Chacun entrevoit, selon ses moyens, les possibilités d'améliorer ses conditions de vie, ou au moins, celles de ses enfants.

Pour synthétiser la variété de stratégies analysées (19), nous pouvons établir une classification succincte en fonction de l'étape du cycle vital dans laquelle se trouve la famille. On observe généralement que les jeunes célibataires émigrent en ville,

(19) Pour plus de détails voir Bey, 1990a : chapitre V.

dans des centres miniers, voire dans les zones de colonisation de la forêt. Leur objectif est de réunir un pécule qui sera investi dans l'installation de leur propre exploitation dans la communauté, qui est le plus souvent l'objectif de référence. Cette attitude s'observe plus particulièrement à Tomás, où le travail dans les mines ou les haciendas est une vieille tradition. Estebán n'a pas échappé à cette règle et il est revenu au bout de cinq ans pour installer son propre élevage. Il est aussi très assidu dans ses devoirs de *comunero* et occupe la fonction de secrétaire du Conseil d'Administration. Selon les capacités financières de leurs parents, leur niveau d'instruction et les conditions imposées par la communauté, le choix d'un conjoint dans ou hors du milieu d'origine dépendra de leur intention de développer les activités agro-pastorales ou, au contraire, de diversifier les activités au-delà de l'espace communal. C'est ainsi que Percy a épousé une casintana et travaille avec elle les terres de sa grand-mère, avant de pouvoir les hériter.

Dans sa première étape, la nouvelle famille développe une stratégie d'expansion qui se prolonge jusqu'à la scolarisation des enfants : acquisition de biens de production et d'un logement, accompagnée, selon les moyens de chacun, d'une diversification des activités. À Tomás, Enrique et son épouse résident encore dans la maison des parents du premier, dans le village. Ils ont cumulé les animaux reçus de leurs parents pour démarrer leur propre élevage, mais Enrique voyage souvent à Huancayo pour son négoce de viande, qu'il abandonnera, dit-il, quand il aura réuni un troupeau suffisamment important.

Dans la période de scolarité des enfants (qui se prolonge souvent durant une vingtaine d'années), l'exploitation familiale subit généralement une décapitalisation. Ici, on observe plusieurs cas de figure :

- Soit la famille doit sacrifier ses ressources productives pour financer les études des enfants et remplacer leur force de travail dans l'unité de production ;
- Soit, dans le cas des familles moyennement aisées, la famille diversifie ses activités au détriment de l'agriculture et/ou de l'élevage (abandon ou vente de parcelles et vente d'animaux) ;
- Soit, dans le cas des familles les plus aisées, il devient plus important d'investir dans l'établissement des enfants en ville que dans le développement de l'exploitation agricole, peu attrayante pour des enfants destinés à avoir une "profession".

Après cette longue période, les familles pauvres et la plupart des familles moyennement aisées pourront recapitaliser leur unité de production, rarement aidées de leurs enfants, pour en répartir les biens entre ces derniers quelques années plus tard. Dans cette étape, les familles les plus aisées ne cherchent généralement pas à développer leur exploitation ni à la réduire, mais tendent plutôt à se tourner vers des activités plus urbaines, qui leur permettront aussi de rencontrer leurs enfants périodiquement. À 65 ans, Don Leandro, l'un des plus grands propriétaires de Casinta, préfère vendre quelques vaches et faire construire une seconde maison à Lima (la première étant occupée par deux de ses enfants, auxquels il avait également installé un commerce). Cette catégorie va offrir de plus en plus de contrats de métayage (Casinta) ou emploiera des bergers (Tomás).

Dans ce modèle, nous n'avons fait que synthétiser les choix manifestés par les paysans de Casinta ou de Tomás. On peut se demander pourquoi ce sont ces stratégies qui sont mises en oeuvre et pas d'autres ; pourquoi, par exemple, aucune famille ne manifeste une stratégie successorale, seule garante de la pérennité de l'exploitation familiale ?

Dans la mesure où, dans la majorité des cas, la communauté demeure le centre de la reproduction familiale (quelle que soit la proportion des revenus obtenus hors de la communauté), les stratégies politiques vont occuper une place importante pour toutes les catégories, du fait des transformations et des détournements subis par l'institution communale, comme nous l'avons montré plus haut. En effet, les rapports de production se complexifient du fait de l'importance accrue des activités non agricoles. La nécessité d'une structure communale demeure bien présente, mais l'ouverture à l'espace extérieur amoindrit la dépendance des paysans vis-à-vis de leur communauté.

2. Les conséquences des stratégies familiales sur l'organisation de la communauté

Un dernier point devra être analysé ici : dans quelle mesure les stratégies des uns affectent et conditionnent celles des autres et comment les variations de cet ensemble conditionnent à leur tour l'évolution du système communal ? Puisque nous observons que les règles communales survivent, au moins dans leurs aspects fondamentaux, aux changements évoqués plus haut, il s'avère particulièrement important d'étudier comment ces règles évoluent, en raison de leur rôle et sous l'influence des stratégies développées par les différentes catégories de familles paysannes.

L'interdépendance à l'échelon familial a pour effet d'opérer des changements dans la structure communale. L'institution voit ainsi ses fonctions se transformer sous la pression des facteurs résumés ci-dessous :

- démographiques : baisse de la population, en particulier de la tranche d'âge de 15 à 35 ans ; mobilité spatiale ;
- économiques : monétarisation croissante de l'économie familiale et communale ; mutations dans l'organisation de la production et du travail ;
- sociales : importance accrue des apports éducatifs extérieurs à la collectivité ; caractère individuel de la mobilité sociale ;
- culturelles : modernisme, oubli des traditions ; et, en conséquence de la conjonction de ces facteurs ;
- politiques : redéfinition des rapports de l'institution communale avec l'administration nationale.

Nous avons vu comment la monétarisation de l'économie familiale affecte l'organisation du travail dans l'unité de production, de même que les choix de production s'en trouvent modifiés. La disparition progressive de l'aide réciproque dans le milieu rural, pourtant érigée en institution, illustre le fait que les

changements au niveau familial ont des répercussions sur l'ensemble de l'organisation de la communauté. Sur le plan éducatif, il n'est pas moins évident que la démocratisation de l'enseignement bénéficie de préférence aux fils de familles aisées. À Tomás, les multiples efforts pour conserver le niveau secondaire dans la communauté témoignent, plutôt que d'un enjeu démocratique, de l'impuissance de la collectivité à masquer les différences entre riches et pauvres.

Il nous faut rappeler ici un enjeu fondamental : en créant des perspectives de promotion individuelle, le phénomène scolaire entre en contradiction avec une stratégie collective de développement. Cet argument nous conduit à synthétiser les conséquences des stratégies familiales, centrées sur l'éducation des enfants et l'amélioration de leurs conditions de vie plutôt que sur le développement des forces productives dans la communauté. Le conflit entre générations se traduit jusque dans les instances de gouvernement : l'autorité des anciens s'incline devant le "savoir" des jeunes générations. Ce transfert de pouvoir est dû principalement à la surestimation de l'instruction scolaire par rapport à la socialisation dans la famille. Les modèles de consommation de type "urbain" (aliments, boissons, vêtements, appareils électroménagers, véhicules de transport, musiques et danses) augmentent les besoins monétaires et rendent sans effet les objectifs de survie attribués aux paysans. Enfin, l'individualisme lié à la promotion scolaire rompt avec les schémas ancestraux de la réciprocité andine. Que chacun se soucie de ses propres intérêts n'est pas une découverte. En revanche, se pose la question de savoir dans quelle mesure on peut parler encore d'une stratégie collective.

Il apparaît que la fonction - considérée comme essentielle - de la communauté, celle qui, selon la formule consacrée, doit "garantir l'accès aux ressources productives à tous ses membres" (20), a perdu son fondement. Le pouvoir appartient aux groupes dominants : l'élite économique, dont la résidence n'est plus nécessairement dans le village. Si la communauté demeure une garantie de survie pour les familles les plus pauvres, elle ne représente le plus souvent qu'une alternative économique et réunit les conditions pour abaisser les coûts de production : l'accès aux ressources productives est presque gratuit et la main-d'oeuvre, même salariée, y est bien moins chère que dans les régions agricoles modernes. C'est cette qualité qui rend la communauté attrayante pour les *comuneros* les plus aisés, souvent absentéistes, qui proclament, à l'instar de ce tomasino : "Ne nous éloignons pas de notre communauté, nous en avons encore besoin."

Bien sûr, l'organisation communale apporte avec elle des inconvénients, comme l'imposition périodique de travaux collectifs (21) en rétribution des bienfaits reçus de la communauté. Mais la pratique ne fait que souligner le fossé entre les bénéficiaires potentiels et réels. En effet, les tâches collectives sont de plus en plus éludées par les paysans aisés. Généralement occupés à diverses activités, ces derniers invoquent le "manque de temps libre" à consacrer à ces obligations. Les paysans pauvres en subissent les conséquences car, pour eux, la baisse de productivité des

(20) Loi de Communautés Paysannes, 1987, et par extension, Règlement Intérieur des communautés.

(21) Le nombre de jours de *faenas* est fixé lors de l'Assemblée Générale de fin d'année, pour tous les *comuneros* actifs (de 18 à 65 ans, 60 pour les femmes). Il varie selon le nombre des tâches à réaliser (fonction des projets accordés en Assemblée), mais peut difficilement dépasser 24 jours (soit 2 jours par mois), sous peine de provoquer le mécontentement général. On voit bien que la diminution du nombre de *comuneros* constitue un frein à ce genre d'activités.

terres signifie une perte nette dans leurs revenus, puisque ceux-ci sont davantage tributaires de l'agriculture. Cette situation devient un motif supplémentaire pour rendre le travail de la terre moins attrayant et favorise dès lors l'émigration des jeunes appartenant aux catégories les plus défavorisées.

Comment la communauté peut-elle intervenir dans l'affectation des ressources de manière à éviter une émigration croissante tout en satisfaisant les besoins de ses membres ? La littérature anthropologique nous offre un éventail de possibilités, depuis la "désintégration" de la communauté (22) jusqu'à la "restructuration" à travers la parcellisation des terres communales (23). Ni Casinta ni Tomás ne coïncident avec ces situations extrêmes. Là, nous observons qu'avec différentes modalités, l'institution communale perd sa fonction de contrôle sur les ressources collectives, mais prend de nouvelles fonctions.

Dans les années 80, apparaissent des projets de développement communal. L'étude de ces projets nous intéresse particulièrement car ceux-ci illustrent de nouvelles formes d'organisation de la communauté, accordant un rôle central aux jeunes générations instruites et révélant de nouvelles formes d'interaction entre la communauté et la société globale. À Casinta comme à Tomás, des projets de développement de la production (24) gérés par une entreprise communale ont vu le jour à l'initiative de fils émigrés de la communauté (l'un étant ingénieur, l'autre vétérinaire). Ces projets ont d'autres points communs : malgré les différences manifestes entre ces deux communautés, toutes deux prétendent, avec leur projet, dynamiser leur organisation, retenir les jeunes en fournissant des emplois et une formation technique et, d'une manière plus générale, améliorer les conditions de vie dans la communauté grâce à des revenus supplémentaires. Ces projets ont reçu un financement d'une institution étrangère, connue de leurs promoteurs à travers leurs contacts dans les milieux institutionnels.

Sans nous lancer dans une description de ces projets (voir Bey, 1990a : chapitre VII), nous avons voulu conclure sur ces faits, car ils illustrent une dynamique nouvelle dans les communautés. Certes, ce dynamisme a été impulsé par des facteurs extérieurs, tels que la dernière loi de communautés paysannes (qui insiste sur la nécessité de créer des entreprises dans les communautés), ou encore la multiplication des interventions de la part d'institutions, publiques ou privées, liées au développement rural. On ne peut cependant pas manquer d'y reconnaître la faculté séculaire des *comuneros* pour s'adapter à des conditions nouvelles : la société change, eux également doivent non seulement s'ouvrir à elle, mais aussi, dans leur espace propre, créer des formes de vie modernes et permettre à la communauté de remplir sa fonction nourricière. Pourtant, en dépit d'efforts pour "moderniser" jusqu'à l'architecture villageoise (25), il semble que ces nouvelles formes d'organisation ne suffisent pas pour empêcher l'émigration des jeunes générations vers la ville.

(22) C'est le cas de la communauté de Kauri (Cusco), mentionné dans Arguedas (1968).

(23) Chaquicocha (vallée du Mantaro) illustre cette situation (Paerregaard, 1987).

(24) Un projet agricole à Casinta, avec l'extension des terrains irrigués ; une laiterie à Tomás.

(25) On passe d'un mode de vie rural à un mode de vie de type urbain, où les activités sociales sont centrées sur le village, imposant un nouveau rythme de vie et de nouveaux codes de conduite : installation (très coûteuse) de l'électricité et places cimentées avec des bancs en sont les exemples les plus significatifs.

CONCLUSION

Cette synthèse des relations sociales dans chaque communauté a mis en évidence deux tendances principales : l'importance relative du système communal comme régulateur économique et des tensions sociales, d'une part, et d'autre part, l'ouverture des paysans à des intérêts extra-communaux. L'étude des stratégies familiales de reproduction nous a révélé la complexité des rapports entre les familles et avec leur institution de soutien. Lorsque des besoins nouveaux apparaissent, que la communauté ne peut entièrement satisfaire, l'importance des liens avec le milieu extérieur augmente. Dans ces circonstances, les choix de vie peuvent se détourner de plus en plus des conditions offertes par le statut de *comunero*. Ce processus ne pourra se mesurer que sur une longue période, mais il est d'ores et déjà certain que, pour la plupart des jeunes, la possibilité de succéder aux parents sur l'exploitation agricole est une option parmi d'autres, certes, mais n'est pas la plus recherchée. "Mais tous ne partent pas", conclut un jeune tomasino.

Il est toutefois évident que l'actuel système éducatif ne contribue en rien à une intégration culturelle et sociale des paysanneries andines dans la société nationale. Au contraire, il accentue les différences et entraîne les individus instruits à s'éloigner, moralement et physiquement, de leur milieu d'origine. On peut donc suggérer qu'au-delà des débats sur les perspectives d'existence de la communauté paysanne dans un système capitaliste, c'est la question de l'identité nationale qui devrait être posée et, dans cette perspective, les formes du changement social à une échelle globale.

Peut-être faudrait-il aussi repenser la définition de "paysan" : cette notion importée correspond-elle à une catégorie sociale homogène, ou plus simplement, à une catégorie de travailleurs de la terre, alors que, de plus en plus, les activités "paysannes" se dégagent de la production et de la transformation des produits agricoles (comme faire son pain) pour s'ouvrir à des activités professionnelles et sociales liées à l'espace urbain ?

Références citées

- ALBERTI, G. & COTLER, J., 1977 - *Aspectos sociales de la educación rural en el Perú*, 151p., Lima: IEP.
- ANSION, J.-M., 1989 - *La escuela en la Comunidad Campesina*. 198p. et dessins, Lima: Proyecto "Escuela, Ecología y Comunidad Campesina", Ministerio de Agricultura, Ministerio de Educación, FAO, COTESU.
- ARAMBURÚ, C., 1979 - El campesinado peruano. Crítica a Maletta. *Análisis*, 8-9: 109-135.
- ARGUEDAS, J.M., 1968 - *Las comunidades de España y del Perú*, 354p., Lima: UNMSM.
- BEY, M., 1990a - De la survie au développement. Une étude comparative de deux communautés paysannes : Casinta et Tomás dans la haute vallée du Cañete, Pérou. Thèse pour le Doctorat en Science Sociale, Université de Paris I, 706p.
- BEY, M., 1990b - La dinámica del cambio comunal. Un enfoque desde las estrategias familiares de reproducción, in: *Agricultura andina: unidad y sistema de producción*: 101-116; Lima: ORSTOM, UNALM, Editorial Horizonte.

- BOUDON, R., 1979 - *La logique du social*, 333p., Paris : Hachette, Coll. Pluriel.
- CHOMBART DE LAUWE, P. H., 1979 - Appropriation de l'espace et changements sociaux. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. LXVI, 27e année : 141-150.
- CROUSSE, B., LE BRIS, E., LE ROY, E., ed., 1986 - *Espaces disputés en Afrique. Pratiques foncières locales*, 426p., Paris : Karthala.
- FONSECA, C. & MAYER, E., 1988 - *Comunidad y producción en la agricultura andina*, 212p., Lima: FOMCIENCIAS.
- GÓMEZ, V., 1986 - Economía campesina: balance y perspectivas. in: *SEF*, 23-51; Lima: FOMCIENCIAS.
- GONZÁLES DE OLARTE, E., 1986 - *Economía de la comunidad campesina*, Lima: IEP.
- IGUÍÑIZ, J., ed., 1986 - *La cuestión rural en el Perú*, 332p., Lima: PUC.
- LAUSENT, I., 1983 - *Pequeña propiedad, poder y economía de mercado. Acosos de Chancay*, 424p., Lima: IEP-IFEA.
- MALETTA, H., 1978 - Perú, ¿país campesino? Aspectos cuantitativos de un mundo rural. *Análisis*, 6: 3-51.
- MALETTA, H. et al., s/d - *Perú: Las provincias en cifras. 1876-1981*. 3 Vol. Lima: AMIDEP.
- MAYER, E. & DE LA CADENA, M., 1989 - *Cooperación y conflicto en la comunidad andina. Zonas de producción y organización social*, 131p., Lima: IEP.
- MENDRAS, H., 1976 - *Sociétés paysannes*, 238p., Paris : Armand Colin, coll. L'Asie.
- MONTOYA, R., 1980 - Identidad, percepción campesina y problema nacional. *Tarea*, 1: 3-6.
- PAERREGAARD, K., 1987 - *Nuevas organizaciones en comunidades campesinas de Usibamba y Chaquicocha*, 149p., Lima: PUC.
- RAFFESTIN, C., 1984 - La territorialité : miroir des discordances entre tradition et modernité. *Revue de l'Institut de Sociologie*, 3-4: 437-447.
- TOURAINÉ, A., 1989 - *Le retour de l'acteur*, 350p., Paris : Fayard, coll. Mémoires.

**LES SYSTÈMES DE PLANTATION
D'UN SYSTÈME D'HACIENDA**

**ÉTUDE SUR LA DIVERSITÉ DES CULTURES ET DES
MAINS-D'ŒUVRE DANS TROIS GRANDES EXPLOITATIONS
AGRICOLES DE LA CÔTE ÉQUATORIENNE
(RÉGION DE SANTO DOMINGO DE LOS COLORADOS)**

*Charles-Édouard de Suremain**

Résumé

Comment fonctionnent les grandes plantations de Santo Domingo de Los Colorados, région côtière de l'Équateur où la réforme agraire et la colonisation ont eu et continuent d'avoir un important impact foncier, démographique, social et agricole ? Après une brève délimitation théorique et géographique, nous répondrons à cette question à partir de l'étude monographique de trois haciendas. La description des combinaisons agricoles et des choix de main-d'œuvre de chacune illustrera la diversité des situations au sein d'une même zone agricole et la spécificité de chaque "système de plantation". Par la suite, nous nous référerons aux principaux processus fonciers, démographiques, sociaux et agricoles qui caractérisent la région depuis l'application de la loi de réforme agraire et le début officiel de la colonisation en 1964. Cette mise en perspective historique et régionale permettra d'analyser et de comprendre la logique des stratégies d'adaptation agricoles et sociales des trois haciendas étudiées préalablement. Elle contribuera aussi à expliquer leurs différences et à souligner leurs similarités. Enfin, elle permettra de présenter les spécificités du "système d'haciendas" de la région de Santo Domingo de Los Colorados.

Mots clés : Équateur, région côtière, étude régionale, système de plantation, système d'haciendas, combinaisons agricoles, politiques d'emploi de la main-d'œuvre, réforme agraire et colonisation.

Resumen

LOS SISTEMAS DE PLANTACIÓN DE UN SISTEMA DE HACIENDA: ESTUDIO SOBRE LA DIVERSIDAD DE LOS CULTIVOS Y DE LAS MANOS DE OBRA EN TRES GRANDES EXPLOTACIONES AGRÍCOLAS DE LA COSTA ECUATORIANA (REGIÓN DE SANTO DOMINGO DE LOS COLORADOS)

¿Cómo funcionan las haciendas grandes de Santo Domingo de Los Colorados, región costera del Ecuador en donde la reforma agraria y la colonización tuvieron y todavía tienen un importante impacto agrario, demográfico, social y agrícola ? Después de haber delimitado teórica y geográficamente aquellas haciendas grandes de manera breve, contestaremos a esta pregunta a partir del estudio monográfico de tres de ellas. La descripción de las combinaciones

* Institut Français d'Études Andines, Quito, Équateur (Apartado Postal 6596 CCI).